

Conseil d'arrondissement du 20^{ème} arrondissement de Paris

Séance du 30 novembre 2020

Vœu relatif au démantèlement des campements des migrants sans abri

présenté par l'exécutif

Ce 23 novembre dans la nuit s'est déroulée place de la République, une scène à laquelle nous n'aurions pas imaginé assister en France, à Paris :

Une évacuation mal anticipée, une chasse à l'homme indigne de la République, une escalade dans la violence policière... tout cela après une évacuation de campement mal préparée qui, en laissant plusieurs centaines d'exilés sans solution, ne pouvait que provoquer errance et tentatives de regroupement... à fins de protection mutuelle.

Les exilés sont plongés dans l'absurde :

Absurde le cercle qui dure depuis plusieurs années : mise à l'abri -évaluation, dépôt de la demande, manque de places d'accueil pour les demandeurs d'asile ou rejet de ceux qui ressortent du règlement de Dublin - arrêt de l'hébergement - retour à la rue et aux campements.

Absurde ce règlement de Dublin qui interdit le dépôt d'une demande ailleurs que sur le pays d'entrée en Europe, absurde la politique migratoire enfermée dans un court-termisme qui laissera aux suivants le soin de gérer cette question, au motif qu'avoir un discours réaliste sur l'immigration favoriserait l'extrême droite. Puis finir par reprendre sa rhétorique, en n'affichant qu'un discours de fermeté face à un risque d'appel d'air qui n'a jamais été démontré et cette fameuse nuit, répondre par la matraque à ceux qui ne demandaient qu'un lit.

Il s'agirait ainsi donc de rendre les conditions de vie les plus insupportables possible pour les migrants, dans l'espoir d'en décourager quelques-uns de rester.

Rappelons que c'est l'État qui est responsable de la solidarité, or :

Rien de sérieux n'est entrepris pour résorber les bidonvilles qui sont apparus aux portes de Paris depuis 2015 et se reconstituent régulièrement ;

Rien de sérieux depuis la fin de « la bulle » de la porte de La Chapelle, lieu de premier accueil qui au moins évitait la rue ;

Rien de sérieux pour mettre à niveau un dispositif d'hébergement des demandeurs d'asile à la hauteur de la demande ;

Rien de sérieux pour mettre à niveau un 115 saturé en permanence, pour ne laisser personne à la rue.

Il est urgent de redonner du souffle à une politique migratoire qui n'en a aujourd'hui que le nom : d'abord en mobilisant tout le foncier public disponible même de façon temporaire et en réquisitionnant les bâtiments vides pour résorber les campements. Ensuite en faisant tout pour changer le regard sur les migrants, en facilitant leur intégration (cours de français,

accès à l'emploi, accès à l'école...), même si certains ne devaient pas rester en France au terme de leur procédure de demande d'asile. Enfin, en ayant le courage de régulariser avec pragmatisme ceux qui ne sont aujourd'hui ni régularisables, ni expulsables.

Au-delà de ces mesures d'urgence, il devient indispensable de tracer une politique migratoire qui donne une vision pour l'avenir du pays :

Quel avenir pour notre tradition humaniste ?

Quelles conditions d'accueil ?

Combien de logements et d'école faut-il construire pour s'y préparer ?

Quelle stratégie géopolitique adopter ?

Et bien d'autres questions qu'il serait beaucoup plus digne d'oser poser plutôt que d'organiser un enfer administratif qui n'a d'autres conséquences que d'alimenter l'indigence dans la rue et, par-là, de renforcer la peur de l'autre dans l'opinion.

Car s'il y a une menace pour le pays, ce n'est pas l'arrivée de migrants – si tant est que l'on s'y prépare –, c'est la peur du migrant. Entretenir cette peur, c'est entretenir la division dans une société déjà fragmentée : l'histoire a déjà montré que cela n'apporte aucune solution pour l'avenir, et même l'irresponsabilité de cette pratique.

Mes Chers Collègues, nous avons lors de notre dernière séance choisi d'honorer la mémoire de Paule Minck et de Gabriel Ranvier, et ainsi, en quelque sorte, choisi de nous placer dans le sillage d'une fidélité à l'idéal humaniste de la Commune.

C'est pourquoi, mes Chers Collègues, je vous demande un soutien large et généreux au vœu suivant, qui n'a d'autre ambition que de nous rendre une dignité républicaine collective et la fierté du respect de notre histoire. Je vous propose ainsi d'adopter que :

Sur proposition d'Éric Pliez Maire, le conseil du 20e arrondissement :

- exprime son opposition à la politique migratoire suivie par l'État ;

- enjoint à l'État de faire cesser toutes brutalités à l'égard des migrants sans abri ;

- demande à l'État de mobiliser les moyens nécessaires à la mise à l'abri, dans des conditions dignes des personnes à la rue dans notre capitale ;

- demande à l'État de se donner les moyens juridiques de sortir de l'impasse les non régularisables-non expulsables.